

"Votre bureau au Connecteur, au art de vivre"

EN SAVOIR PLUS

Les retraites pèsent de plus en plus lourd dans les dépenses publiques

Ce poste a largement contribué à la hausse des dépenses publiques constatée entre 2001 et 2019. De quoi encourager le gouvernement à mener à bien sa réforme.

Par [Hayat Gazzane](#)

Publié il y a 1 heure



Bruno Le Maire veut mener à bien la réforme des retraites pour sauver notre «généreux» système de protection sociale.

Jean-Christophe Marmara / Le Figaro

Sponsorisé par [Le connecteur](#)

"Votre bureau au Connecteur, un art de vivre"

EN SAVOIR PLUS

Les retraites pèsent toujours plus dans des dépenses publiques en constante augmentation. D'après une note de Fipeco publiée ce jeudi, ces dernières ont bondi de 3,9 points entre 2001 et 2019, passant de 51,7% du PIB à 55,6% alors que la moyenne de la zone euro n'a quasiment pas bougé sur la période (46,9% du PIB en 2001 et 47,0% en 2019). L'écart avec le reste de la zone euro s'est creusé de 8,6 points. Les dépenses sociales ont été le principal moteur de cette hausse (+4,5 points contre +2,9 points chez nos voisins) et parmi elles, les retraites. Les dépenses consacrées à ces dernières ont grimpé de 2,8 points de PIB entre 2001 et 2019 alors qu'elles n'avançaient que de 1,5 point dans le reste de la zone euro.

Les retraites représentaient ainsi, en 2019, 14,6% des dépenses publiques contre 12,4% dans les autres pays de la zone euro. Elles sont donc celles pour lesquelles l'écart entre la France et ses voisins est le plus important (2,2 points de PIB).

Régimes complémentaires obligatoires

François Ecalte, auteur de cette étude, avance deux explications à ce phénomène. La première résulte du caractère *«obligatoire et monopolistique»* des régimes complémentaires en répartition que sont l'AGIRC-ARRCO pour les salariés du secteur privé. Régimes qui sont classés parmi les administrations publiques. *«Dans les autres pays, ces régimes complémentaires sont souvent des fonds de pension et font souvent l'objet d'un choix, au niveau de la branche ou de l'entreprise. Ils sont donc classés en dehors du champ des administrations publiques»*.

Autre explication : le *«niveau des retraites au regard des revenus des actifs et du nombre relativement important de retraités en raison d'un âge précoce de départ en retraite et d'une espérance de vie élevée à cet âge en France»*.

Une nécessaire réforme

Ces constatations viendront ajouter de l'eau au moulin de Bruno Le Maire qui ne cesse de mettre en avant l'importance de la réforme des retraites pour assainir les comptes publics. *«J'ai toujours estimé qu'il fallait inciter les Français à travailler plus longtemps pour financer notre modèle de protection sociale»*, a-t-il réaffirmé lors

d'une audition devant le Sénat, mardi 2 mars. Si la réforme ne figure pas pour l'instant à l'agenda social, elle devra revenir sur le devant de la scène une fois la crise sanitaire et économique derrière nous, prévient-il.

Bercy rappelle par ailleurs que les comptes du régime de retraite ne cessent de se détériorer. Selon le Comité d'orientation des retraites (COR), le déficit du système de retraite a atteint 23,5 milliards d'euros en 2020. «*Nous sommes le pays développé qui travaille le moins. Et dans le même temps, nous sommes le pays qui a le système de protection sociale qui est parmi les plus généreux. Ce n'est plus tenable et les Français le savent*», rappelait en février.

Les autres postes de dépenses

Outre les retraites, Fipeco constate qu'en 2019, les dépenses publiques de **santé** en France sont supérieures de 0,9 point de PIB à celles de la zone euro. Les dépenses affectées aux **familles, aux chômeurs et à la lutte contre l'exclusion sociale** sont également plus élevées en France. Le coût de la politique du **logement** est aussi deux fois plus élevé en France que dans la zone euro. L'Hexagone dépense aussi plus que ses voisins dans le domaine **militaire** mais aussi dans **l'enseignement**. «*Les dépenses publiques de la France ne sont inférieures ou égales à celles de la zone euro que pour deux fonctions : l'ordre et la sécurité publics (justice, police et prisons), ce qui tient surtout aux services judiciaires, et le service de la dette publique (grâce à des taux d'intérêt plus faibles que la moyenne de la zone euro)*», note François Ecalle.

Les dépenses publiques par fonction en % du PIB en 2019

% du PIB	France	Zone euro
Protection sociale	31,9	27,0
<i>Dont : retraites</i>	14,6	12,4
Santé et invalidité	10,9	10,0
<i>Famille</i>	2,3	1,6
<i>Chômage</i>	1,9	1,4
<i>Exclusion sociale</i>	1,3	0,9
<i>Aides personnelles au logement</i>	0,8	0,4
Aides à la pierre et équipements collectifs	1,1	0,6
Enseignement	5,3	4,6
Loisirs, culture et culte	1,4	1,1
Protection de l'environnement	1,0	0,8
Affaires économiques	6,0	4,3
<i>Dont transports</i>	2,0	1,9
Sécurité intérieure et justice	1,6	1,7
Défense	1,7	1,2
Services généraux	4,1	4,1
Intérêts de la dette publique	1,6	1,7
Total des dépenses publiques	55,6	47,0